

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi n° 105

**Loi modifiant certaines dispositions législatives
concernant la démocratie et la rémunération des élus
dans les municipalités**

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. GUY TARDIF

Ministre des affaires municipales

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1980

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi concernant les élections dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes (1978, c. 63), de façon à la rendre permanente et à en élargir l'application.

Essentiellement, la loi modifiée s'appliquera à toutes les municipalités du Québec, sous réserve des exceptions suivantes: d'une part, les dispositions relatives à la division d'une municipalité en districts électoraux s'appliqueront obligatoirement aux municipalités de 20,000 habitants ou plus et facultativement aux cités et villes dont la population est entre 1,000 et 20,000 habitants, et, d'autre part, les dispositions relatives au financement des partis politiques municipaux et des candidats aux élections municipales s'appliqueront uniquement aux municipalités de 20,000 habitants ou plus.

Ce projet de loi apporte également des modifications aux dispositions législatives actuelles relatives à la rémunération des élus municipaux. Les barèmes prévus par la loi actuelle pour le calcul de la rémunération minimale des élus, en fonction de la population de la municipalité, sont augmentés d'environ 24%, rétroactivement au 1^{er} janvier 1980, et seront indexés chaque année à compter du 1^{er} janvier 1981. Dorénavant, les municipalités pourront hausser la rémunération de leurs élus par un règlement qui ne sera plus assujéti à la procédure du référendum. Des maximums seront cependant fixés à la rémunération que les élus pourront recevoir de leur municipalité ou d'un organisme supramunicipal au sein duquel ils siègent.

En outre, ce projet de loi introduit diverses modifications aux lois actuelles en matière d'accès aux fonctions municipales, d'information des citoyens et de déontologie. Par exemple, un candidat à une élection municipale ou un membre d'un conseil municipal pourra désormais demander et obtenir de son employeur un congé sans rémunération, total ou partiel. Le mécanisme des élections partielles en cas de vacance au conseil s'ap-

pliquera à toutes les municipalités. Une période de questions lors des séances du conseil municipal sera dorénavant obligatoire. Enfin, une déclaration des intérêts financiers des membres d'un conseil municipal sera exigée de ceux-ci dans les soixante jours de leur élection.

Projet de loi n° 105

**Loi modifiant certaines dispositions législatives
concernant la démocratie et la rémunération des élus
dans les municipalités**

**SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée
nationale du Québec, décrète ce qui suit:**

1. L'article 1 de la Loi concernant les élections dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes (1978, c. 63), modifié par l'article 3 du chapitre 39 des lois de 1979, est remplacé par les suivants:

«1. Les chapitres II et III s'appliquent à une municipalité dont la population, au 1^{er} janvier de l'année qui précède celle au cours de laquelle doit avoir lieu une élection générale dans la municipalité, est égale ou supérieure à 20 000 habitants.

Ils s'appliquent également à une municipalité où est en vigueur un règlement visé à l'article 1.1, à la date mentionnée au premier alinéa.

«1.1 Une municipalité qui n'est pas régie par le Code municipal et dont la population est égale ou supérieure à 1 000 habitants mais inférieure à 20 000 habitants peut, par règlement de son conseil adopté à la majorité des deux tiers de ses membres, décréter que les chapitres II et III s'appliquent à elle.

Ce règlement est adopté et entre en vigueur conformément à la loi qui régit la municipalité.

Une copie certifiée conforme de ce règlement est transmise au ministre des affaires municipales et au directeur général de la représentation.

«**1.2** Lorsque les chapitres II et III ont commencé à s'appliquer à une municipalité, ils continuent de s'y appliquer même si sa population diminue en deçà de 20 000 ou 1 000 habitants, selon le cas, sous réserve de l'article 1.3.

«**1.3** Le ministre des affaires municipales peut décréter que les chapitres II et III cessent de s'appliquer à une municipalité dont la population diminue en deçà de 1 000 habitants, sur demande de la municipalité.

Le décret du ministre est publié à la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur le jour de cette publication ou à la date ultérieure qui y est fixée.

Le décret a effet aux fins de toute élection à compter de la première élection générale qui suit son entrée en vigueur. La municipalité cesse alors d'être divisée en districts ou quartiers électoraux et son conseil se compose d'un maire et de six conseillers.

Le décret cesse d'avoir effet aux fins de toute élection à compter de la première élection générale pour laquelle les chapitres II et III s'appliquent de nouveau, conformément à l'article 1.

«**1.4** L'article 21 s'applique à toute municipalité, à l'exception des villes de Montréal et de Québec.

Le premier alinéa de l'article 23, l'article 25 et le premier alinéa des articles 28 et 29 s'appliquent à une municipalité où un parti autorisé est habilité à exercer ses activités et présenter des candidats, en vertu du chapitre VII.

L'article 22, le deuxième alinéa de l'article 23, les articles 24, 26 et 27, le deuxième alinéa des articles 28 et 29 et les articles 30 à 33 s'appliquent à une municipalité visée au deuxième alinéa dont le conseil se compose d'un seul conseiller par district ou quartier électoral.

«**1.5** Le chapitre VII s'applique à une municipalité de 20 000 habitants ou plus.

La section II du chapitre VII, ainsi que toute autre disposition de ce chapitre nécessaire à l'application de cette section, s'applique à une municipalité dont la population est égale ou supérieure à 1 000 habitants mais inférieure à 20 000 habitants.

«**1.6** Lorsque le chapitre VII ou certaines de ses dispositions ont commencé à s'appliquer à une municipalité, ce chapitre ou ces dispositions continuent de s'y appliquer même si sa population diminue en deçà de 20 000 ou de 1 000 habitants, selon le cas.

«**1.7** Les autres dispositions de la présente partie ainsi que la partie III s'appliquent à toute municipalité.».

2. L'article 2 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«*d*) «directeur général de la représentation»: le directeur général de la représentation nommé en vertu de la Loi sur la représentation électorale (1979, c. 57);»;

2° par le remplacement du paragraphe *f* par les suivants:

«*f*) «élection générale»: une élection où tous les postes de membres du conseil d'une municipalité peuvent faire l'objet d'une mise en candidature, à l'exception d'une telle élection tenue en raison de la vacance de ces postes survenue avant l'expiration normale du mandat de ces membres du conseil;

«*f*¹) «greffier»: le greffier ou le secrétaire-trésorier d'une municipalité;

«*f*²) «municipalité»: une corporation municipale, quelle que soit la loi qui la régit, ou, selon le contexte, le territoire sur lequel elle a juridiction, à l'exception:

1° d'une corporation de comté ou d'une municipalité régionale de comté;

2° d'une corporation de village cri ou naskapi;

3° d'une corporation de village nordique;

4° d'une corporation municipale qui, en vertu de la loi qui la constitue ou la régit, n'est pas représentée par un conseil formé de personnes élues à cette fin;».

3. L'article 3 de cette loi, modifié par l'article 4 du chapitre 39 des lois de 1979, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

«**3.** À compter du 1^{er} janvier et avant le 1^{er} juin de l'année qui précède celle au cours de laquelle doit avoir lieu une élection générale, le conseil d'une municipalité adopte un règlement divisant la municipalité en districts électoraux. Une copie certifiée conforme du règlement est transmise au directeur général de la représentation après son adoption.

Ce règlement est mis en vigueur avant le 1^{er} novembre qui suit son adoption.»;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Une copie certifiée conforme du règlement est transmise au directeur général de la représentation après son entrée en

vigueur, sauf dans le cas où il a été mis en vigueur par ce dernier en vertu de l'article 13.».

4. L'article 6 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**6.** L'avis visé à l'article 5 précise l'endroit dans la municipalité où toute personne majeure intéressée peut prendre connaissance du règlement; il indique qu'une telle personne peut, dans les dix jours de la publication de l'avis, faire connaître par écrit au directeur général de la représentation son opposition au règlement; il indique aussi l'endroit où doit être adressée cette opposition; il reproduit enfin le premier alinéa de l'article 8.».

5. L'article 7 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**7.** Le directeur général de la représentation avise par écrit la municipalité de toute opposition qu'il reçoit.».

6. L'article 8 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**8.** Le directeur général de la représentation tient une séance publique aux fins d'entendre les personnes présentes, si le nombre requis de personnes majeures intéressées a fait connaître par écrit au directeur son opposition au règlement dans le délai prescrit. Ce nombre est de un par tranche de mille habitants dans la municipalité, mais il ne peut être inférieur à vingt-cinq ni supérieur à cent.

Le directeur fait alors publier dans un journal diffusé dans la municipalité un avis d'au moins trois jours francs indiquant le lieu, le jour et l'heure où elle siégera aux fins d'entendre les opposants, et l'objet de cette séance.

Après cette séance, le directeur transmet ses recommandations à la municipalité, par courrier recommandé ou certifié.

Ces recommandations sont rendues publiques par la municipalité, de la manière que détermine le directeur.

Le directeur peut mettre la municipalité en demeure d'apporter, dans le délai qu'il fixe, toute modification au règlement nécessaire pour donner suite, en tout ou en partie, aux recommandations.».

7. L'article 9 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**9.** Les articles 4 à 8 ne s'appliquent pas dans le cas d'un règlement qui modifie le règlement visé à l'article 3 uniquement pour donner suite aux recommandations du directeur général de la représentation.».

8. L'article 11 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**11.** Chaque district électoral doit être délimité de façon à ce que le nombre d'électeurs dans ce district ne soit ni supérieur ni inférieur de plus de 15% au quotient obtenu en divisant le nombre total d'électeurs dans la municipalité par le nombre de districts.

Aux fins du présent article, un électeur est une personne inscrite sur la liste électorale faite en vertu de la Loi électorale (L.R.Q., c. E-3) pour une section de vote comprise dans la municipalité et en vigueur le jour de l'adoption du règlement visé à l'article 3; pour déterminer dans quel district une telle personne est un électeur, on tient compte de l'adresse de son domicile d'après la liste électorale. Est également un électeur une autre personne physique inscrite au rôle d'évaluation ou au rôle de valeur locative de la municipalité en vigueur à la date susmentionnée et qui en vertu de la loi qui régit la municipalité aurait droit de voter si l'élection était tenue à cette date et s'il n'était pas tenu compte de la durée de la période pendant laquelle cette personne a été inscrite à ce rôle; pour déterminer dans quel district une telle personne est un électeur, la loi qui régit la municipalité s'applique.

Un règlement délimitant un district dans lequel le nombre d'électeurs est supérieur ou inférieur de plus de 15% au quotient déterminé en vertu du premier alinéa doit, pour entrer en vigueur, être approuvé par le directeur général de la représentation. ».

9. L'article 12 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Dans toute la mesure du possible, aucun secteur électoral délimité en vertu de la Loi sur la représentation électorale ne doit être compris dans plus d'un district électoral. ».

10. L'article 13 de cette loi, modifié par l'article 7 du chapitre 39 des lois de 1979, est remplacé par le suivant:

«**13.** À défaut pour la municipalité d'adopter le règlement visé à l'article 3 dans le délai prévu, ou de modifier ce règlement dans le délai fixé par le directeur général de la représentation en vertu de l'article 8, le directeur effectue la division de la municipalité en districts électoraux.

À défaut pour la municipalité qui a adopté un tel règlement de le mettre en vigueur dans le délai prévu, le directeur effectue la division en districts électoraux ou met en vigueur le règlement adopté par la municipalité.

Le directeur transmet sa décision à la municipalité.

Le directeur publie dans un journal diffusé dans la municipalité un avis mentionnant l'objet de sa décision ou du règlement de la municipalité, selon qu'il a effectué lui-même la division en districts électoraux ou décidé de mettre en vigueur le règlement, et indiquant la date de son adoption et l'endroit où il peut en être pris communication.

La division en districts électoraux effectuée par le directeur ou le règlement de la municipalité entre en vigueur le jour de la publication visée au quatrième alinéa, malgré l'article 4. Cette publication tient lieu de l'approbation prévue par l'article 11. La division en districts électoraux effectuée par le directeur ou le règlement mis en vigueur par lui a le même effet qu'un règlement adopté et mis en vigueur par le conseil de la municipalité conformément à l'article 3.

Le conseil de la municipalité peut adopter le règlement, ou le modifier pour tenir compte des recommandations visées à l'article 8, même après l'expiration du délai pour ce faire, tant qu'une division en districts électoraux effectuée par le directeur n'est pas entrée en vigueur. Il peut mettre en vigueur le règlement qu'il a adopté, même après l'expiration du délai pour ce faire, tant que le directeur ne l'a pas fait à sa place ou tant qu'une division en districts électoraux effectuée par le directeur n'est pas entrée en vigueur.».

11. L'article 13.1 de cette loi, édicté par l'article 8 du chapitre 39 des lois de 1979, est remplacé par les suivants:

«**13.1** La division en districts électoraux s'applique aux fins de la première élection générale qui suit l'entrée en vigueur du règlement de la municipalité ou de la décision du directeur général de la représentation, selon le cas, et aux fins de toute élection subséquente tenue avant la deuxième élection générale.

«**13.2** Le directeur général de la représentation ne peut être poursuivi en justice en raison d'un acte officiel accompli par lui de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions en vertu du présent chapitre.

«**13.3** La Cour supérieure n'a aucune juridiction à l'égard des actes du directeur général de la représentation découlant de l'application du présent chapitre, et aucun recours extraordinaire ni aucune mesure provisionnelle prévus par le Code de procédure civile ne peuvent être pris contre le directeur dans l'exercice de ses fonctions en vertu du présent chapitre.

Un juge de la Cour d'appel peut, sur requête, annuler sommairement un bref, une ordonnance ou une injonction délivrés à l'encontre du présent article.

«**13.4** Le directeur général de la représentation peut, dans l'exercice de ses fonctions en vertu du présent chapitre, consulter un document faisant partie des archives d'une municipalité et en obtenir copie sans frais.».

12. L'article 14 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**14.** Le conseil d'une municipalité se compose d'un maire et d'un conseiller pour chaque district électoral, à compter de l'élection générale qui suit la division de la municipalité en districts conformément au chapitre II.».

13. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 15, des suivants:

«**15.1** Ne peut occuper un poste de membre du conseil d'une municipalité un membre ou un fonctionnaire, autre qu'un salarié au sens du Code du travail (L.R.Q., c. C-27):

- 1° du ministère des affaires municipales;
- 2° du ministère de l'environnement;
- 3° de la Commission municipale du Québec;
- 4° du Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec;
- 5° de la Société d'habitation du Québec;
- 6° de la Commission de police du Québec;
- 7° de la Commission de protection du territoire agricole du Québec;
- 8° de la Commission des loyers; ou
- 9° de la Commission nationale de l'aménagement.

«**15.2** La Cour supérieure peut, sur requête d'une municipalité, déclarer déchu de sa fonction un membre du conseil ou un fonctionnaire ou employé de cette municipalité qui:

1° a été trouvé coupable de trahison ou d'un acte punissable d'un an d'emprisonnement ou plus en vertu d'une loi du Parlement du Canada ou de la Législature du Québec,

2° a été trouvé coupable d'un acte criminel punissable de cinq ans d'emprisonnement ou plus après avoir été antérieurement trouvé coupable de deux actes criminels ainsi punissables, ou

3° a été déclaré coupable d'une offence criminelle par une cour de justice et interné en conséquence dans une prison communale ou dans un pénitencier, ou coupable de manoeuvres frauduleuses au cours d'une élection dans la municipalité.

La Cour ne peut accorder les conclusions de la requête de la municipalité que si le motif invoqué parmi ceux mentionnés au premier alinéa est un motif d'inhabilité aux charges municipales en vertu de la loi qui régit la municipalité.

Dès que le jugement de dernier ressort accorde les conclusions de la requête, le poste du membre du conseil ou du fonctionnaire ou employé est vacant.».

14. L'article 19 de cette loi, remplacé par l'article 9 du chapitre 39 des lois de 1979, est de nouveau remplacé par les suivants:

«**19.** Le directeur général des élections peut, sur demande, fournir au président d'élection toute l'aide dont ce dernier peut avoir besoin pour exercer ses fonctions, et lui donner des instructions.

«**19.1** Le trésorier, secrétaire-trésorier ou directeur des finances d'une municipalité qui exerce les fonctions que lui confère le chapitre VII est un officier d'élection aux fins de tout tarif d'honoraires, de frais et de dépenses payables aux officiers d'élection.».

15. L'article 21 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**21.** Le jour de la présentation des candidats à une élection est le quatorzième jour qui précède celui du scrutin.

«**21.1** Un employeur doit, sur demande écrite, accorder un congé sans rémunération à un employé qui est candidat à une élection municipale ou qui est membre d'un conseil municipal.

«**21.2** Le congé commence à la plus tardive des dates suivantes:

1° le jour où l'employé devient candidat ou membre du conseil, selon le cas;

2° le cinquième jour juridique qui suit celui où l'employeur reçoit la demande de congé;

3° le premier jour pour lequel l'employé demande le congé.

Le congé dont bénéficie un candidat se termine le jour où une personne est déclarée élue au poste pour lequel il est candidat. Le

congé dont bénéficie un membre du conseil se termine lorsque son mandat expire ou lorsque son poste devient autrement vacant. L'employé peut mettre fin à ce congé en tout temps.

«**21.3** Le congé peut être total ou partiel, selon la demande de l'employé. Si ce dernier demande un congé partiel, il doit préciser les jours ou les heures visés.

«**21.4** À l'expiration du congé, ou du dernier des congés successifs, l'employeur doit reprendre l'employé, si celui-ci le demande, aux conditions de travail qui prévalaient avant le début du congé ou à des conditions plus avantageuses pour l'employé.

«**21.5** Un employeur ne peut, en raison du fait que son employé se prévaut de son droit à un congé en vertu de l'article 21.1, congédier, mettre à pied, suspendre, rétrograder ou déplacer cet employé, ni lui accorder des conditions de travail moins avantageuses que celles auxquelles il a droit, notamment en retranchant de sa période de vacances la durée du congé.

Le premier alinéa n'a pas pour effet d'empêcher un employeur de congédier, mettre à pied, suspendre, rétrograder ou déplacer l'employé, ou de changer ses conditions de travail, pour une cause juste et suffisante dont la preuve lui incombe.

Une infraction à l'article 21.4 ou au présent article autorise l'employé, s'il n'est pas régi par une convention collective, à faire valoir ses droits auprès d'un commissaire du travail nommé en vertu du Code du travail, comme s'il s'agissait d'un congédiement pour activités syndicales. Les articles 15 à 20 du Code du travail s'appliquent alors, en les adaptant.

Si l'employé est régi par une convention collective, son association, ou lui-même par l'application des articles 38*b* à 38*f* du Code du travail édictés par l'article 28 du chapitre 41 des lois de 1977, a le droit de soumettre un grief à l'arbitrage. L'article 17 du Code du travail s'applique, en l'adaptant, à l'arbitrage de ce grief.

«**21.6** Un employeur qui commet une infraction à l'article 21.1, 21.4 ou 21.5 est passible, sur poursuite sommaire, en plus du paiement des frais, d'une amende n'excédant pas mille dollars pour chaque jour où il commet l'infraction.

Le procureur général peut, sur recommandation du ministre des affaires municipales, intenter cette poursuite.».

16. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 33, de ce qui suit:

«SECTION VI.1

«TRAVAIL PARTISAN DES FONCTIONNAIRES

«**33.1** Il est interdit à un fonctionnaire ou employé d'une municipalité de se livrer à un travail partisan au cours d'une élection dans la municipalité.

Celui qui contrevient au premier alinéa devient inhabile à exercer une fonction dans la municipalité pendant deux ans à compter du jugement de dernier ressort.

«**33.2** L'article 33.1 n'empêche pas un fonctionnaire ou employé d'une municipalité d'assister à une réunion politique ou de verser, conformément à la loi, une contribution à un parti politique ou à un candidat à une élection dans la municipalité, ou d'être membre d'un parti politique.

«**33.3** Celui qui use d'intimidation ou de menaces pour amener un fonctionnaire ou employé d'une municipalité à contrevenir au premier alinéa de l'article 33.1 ou pour le punir de son refus d'y contrevenir est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, d'une amende de cinq cents dollars à deux mille dollars ou d'un emprisonnement n'excédant pas six mois.

De plus, s'il exerce une fonction dans une municipalité, la sanction prévue par l'article 33.1 s'applique à lui.

«**33.4** Le procureur général peut, sur recommandation du ministre des affaires municipales, exercer le recours prévu par les articles 838 à 843 du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25) contre une personne inhabile en vertu de l'article 33.1 ou 33.3, ou intenter la poursuite visée à l'article 33.3.

«**33.5** Aux fins des articles 33.1 à 33.4, les mots «fonctionnaire ou employé d'une municipalité» et «fonction dans une municipalité» comprennent un fonctionnaire ou employé d'une, et une fonction dans une, corporation de comté, municipalité régionale de comté ou communauté urbaine ou régionale. Pour l'application des articles 33.1 à 33.4 à un tel fonctionnaire ou employé, les mots «élection dans la municipalité» signifient une élection dans une municipalité qui est comprise dans le territoire de la corporation de comté, de la municipalité régionale de comté ou de la communauté urbaine ou régionale.

«SECTION VI.2

«DÉCLARATION DES INTÉRÊTS FINANCIERS DES ÉLUS

«**33.6** Dans les soixante jours de son élection ou de sa nomination, chaque membre du conseil d'une municipalité dépose devant le conseil une déclaration écrite mentionnant les intérêts directs ou indirects qu'il a dans des corporations, sociétés ou entreprises, ou dans des immeubles situés dans la municipalité et dans le territoire de la corporation de comté, de la municipalité régionale de comté ou de la communauté urbaine ou régionale dont fait partie la municipalité. Le présent alinéa n'oblige pas un membre du conseil à divulguer l'existence ou le contenu de ses comptes bancaires.

Le membre du conseil tient cette déclaration à jour.

À défaut de déposer la déclaration dans le délai prévu par le premier alinéa, ou de la modifier dans les trente jours de l'acquisition, de la perte ou du changement d'un intérêt visé au premier alinéa, le membre du conseil ne peut, tant qu'il n'a pas déposé ou modifié la déclaration, siéger ou voter au conseil de la municipalité, de la corporation de comté, de la municipalité régionale de comté, de la communauté urbaine ou régionale, ou à tout comité, commission ou organisme dont il fait partie en raison du fait qu'il est membre d'un tel conseil.

Pour chaque séance d'un conseil, d'un comité, d'une commission ou d'un organisme à laquelle le membre du conseil ne peut être présent ou voter en vertu du troisième alinéa:

1° il ne reçoit aucune rémunération, si celle-ci consiste en une somme payable pour chaque séance à laquelle il est présent ou vote; ou

2° dans les autres cas, on retranche de sa rémunération attachée à la fonction considérée un montant égal à un pour cent de cette rémunération.

«SECTION VI.3

«STATISTIQUES ÉLECTORALES

«**33.7** Après une élection ou un autre changement dans la composition du conseil, le greffier de la municipalité transmet au ministre des affaires municipales un état contenant les renseignements et les statistiques concernant l'élection ou la nouvelle composition du conseil.

Le ministre peut prescrire le contenu de cet état et le délai dans lequel il doit lui être transmis. Il peut également décréter

que cette transmission est faite au moyen d'un formulaire qu'il fournit à cette fin.

Un décret du ministre en vertu du présent article est publié à la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur à la date de cette publication ou à la date ultérieure qui y est fixée.

«SECTION VI.4

«REMPLACEMENT D'UN POSTE VACANT

«**33.8** Lorsque le poste de maire ou de conseiller devient vacant plus de douze mois avant l'élection prévue à date fixe pour ce poste par la loi qui régit la municipalité, le président d'élection entreprend les procédures d'une élection à ce poste par la publication, dans les huit jours qui suivent la vacance, de l'avis prévu par l'article 257 du Code municipal ou 156 de la Loi sur les cités et villes, ou par l'annexe A dans le cas des villes de Montréal et de Québec.

Cette élection est conduite à tous égards comme une élection prévue à date fixe, en faisant les adaptations nécessaires, sous réserve de l'article 146 de la Loi sur les cités et villes qui s'applique également aux villes de Montréal et de Québec, en l'adaptant.

Une personne élue lors de cette élection l'est pour le reste de la durée du mandat du membre du conseil qu'elle remplace.

«**33.9** Si aucune personne n'est mise en candidature au poste de maire, les conseillers procèdent selon l'article 33.10, dans les quinze jours qui suivent l'expiration du délai fixé pour la présentation des candidats. Si aucune personne n'est mise en candidature au poste de conseiller, ce poste demeure vacant jusqu'à la prochaine élection prévue à date fixe pour ce poste, sous réserve de l'article 33.11.

«**33.10** Lorsque le poste de maire devient vacant dans les douze mois qui précèdent l'élection prévue à date fixe pour ce poste par la loi qui régit la municipalité, les conseillers élisent l'un d'entre eux pour remplir la fonction de maire pendant le reste de la durée du mandat, dans les quinze jours qui suivent la vacance. Cette élection se fait au scrutin secret et le greffier proclame élue la personne qui obtient la majorité des votes des conseillers présents. Si les voix sont également partagées, la personne qui préside la séance donne un vote prépondérant, même si elle a déjà voté et malgré toute disposition contraire.

L'acceptation du poste de maire par un conseiller rend vacant son poste de conseiller.

Lorsqu'un poste de conseiller devient vacant au cours de la période visée au premier alinéa, il le demeure jusqu'à la prochaine élection prévue à date fixe pour ce poste, sous réserve de l'article 33.11.

Malgré les trois premiers alinéas, le conseil de la municipalité peut, dans les quinze jours qui suivent la vacance, décréter qu'elle sera comblée conformément à l'article 33.8. Le président d'élection agit alors conformément à cet article dans les huit jours de la décision du conseil.

«**33.11** Le greffier de la municipalité avertit par écrit le ministre des affaires municipales et lui expose la situation chaque fois que:

1° l'élection dont la date est fixée par la loi qui régit la municipalité n'a pas eu lieu à cette date;

2° l'élection visée à l'article 33.8 ou à l'article 170 ou 235 de la Loi sur les cités et villes, n'a pas eu lieu à la date fixée en vertu de ces dispositions;

3° l'avis fixant la date d'une élection visée au paragraphe 2° n'a pas été donné;

4° l'élection ayant eu lieu, il a été élu un nombre insuffisant de membres du conseil; ou

5° pour cause de vacances, il n'y a pas quorum au conseil.

Dans un cas visé au premier alinéa, le ministre des affaires municipales peut ordonner la tenue d'une élection à la date qu'il fixe. Cette élection est présidée par la personne qu'il désigne et les deuxième et troisième alinéas de l'article 33.8 s'y appliquent. Avis de cette élection est donné conformément au premier alinéa de cet article.

Si l'élection ordonnée par le ministre n'a pas lieu ou qu'un nombre insuffisant de membres du conseil est élu lors de cette élection, le ministre peut se prévaloir à nouveau du pouvoir mentionné au deuxième alinéa ou nommer des personnes éligibles pour remplir les postes vacants, ou l'un ou plusieurs de ceux-ci, pour le reste de la durée du mandat des membres du conseil qu'elles remplacent.

Si le ministre se prévaut à nouveau du pouvoir mentionné au deuxième alinéa et que l'élection n'a pas lieu ou qu'un nombre insuffisant de membres du conseil est élu lors de cette élection, le ministre peut nommer des personnes éligibles pour remplir les postes vacants, ou l'un ou plusieurs de ceux-ci, pour le reste de la durée du mandat des membres du conseil qu'elles remplacent.

«**33.12** Les dispositions de la présente section prévoyant qu'une personne est élue ou nommée pour le reste de la durée du mandat du membre du conseil qu'elle remplace n'ont pas pour effet de soustraire cette personne aux dispositions législatives qui prévoient les cas où une personne cesse d'être membre du conseil d'une municipalité.

«**33.13** Une vacance causée par un jugement annulant une élection est comblée conformément aux articles 33.8 à 33.12.». ».

17. L'article 48 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Après le jour du scrutin, l'autorisation accordée à un candidat indépendant habilite ce dernier à solliciter et recueillir des contributions aux seules fins de payer les dettes qui découlent de ses dépenses électorales faites conformément au présent chapitre.». ».

18. L'article 85 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Dans le cas où le candidat indépendant sollicite et recueille des contributions après le jour du scrutin, aux fins de payer les dettes qui découlent de ses dépenses électorales, son représentant officiel doit produire un rapport au trésorier, six mois après l'expiration du délai visé au premier alinéa et par la suite à tous les six mois tant que le candidat continue à solliciter et recueillir des contributions.». ».

19. L'article 105 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Dans l'hypothèse mentionnée au premier alinéa, le chef du parti ou le candidat indépendant ne peut être à nouveau mis en candidature lors d'une élection dans une municipalité, quelle qu'elle soit, tant que les rapport et déposition n'ont pas été remis et qu'il n'a pas été excusé du retard par ordonnance d'un juge.». ».

20. L'article 118 de cette loi, remplacé par l'article 13 du chapitre 39 des lois de 1979, est de nouveau remplacé par les suivants:

«**118.** Est inopérante dans une municipalité à laquelle s'applique le chapitre VII une disposition d'une loi, d'un règlement ou de lettres patentes visés à l'article 117 qui prohibe la fourniture, le port ou l'utilisation d'objets permettant d'afficher l'appartenance à un parti, ou l'appui ou l'opposition à un parti, à un candidat ou à des opinions préconisées ou combattues par un parti ou un candidat.

Une telle disposition continue toutefois de s'appliquer:

1° en tout temps au cours de la période qu'elles vise, dans ou sur un immeuble où se situe un bureau de scrutin ou dans ou sur un immeuble contigu, et

2° partout dans la municipalité, le jour du scrutin.

«**118.1** Une disposition d'une loi, de lettres patentes ou d'un règlement décrétant une fusion ou une annexion de municipalités, qui concerne une matière visée par la présente loi, prime une disposition inconciliable de celle-ci.».

21. L'article 120 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

«**120.1** Pour l'application de la présente loi, la population d'une municipalité est celle qui est indiquée au dernier dénombrement reconnu valide en vertu de l'article 7 de la Loi sur les cités et villes ou de l'article 16a du Code municipal, selon le cas, à compter seulement de la date de la publication du décret du gouvernement en vertu de cet article.»;

2° par le remplacement des paragraphes 3 et 4 par les suivants:

«3. Dans le cas de l'annexion d'une partie d'une municipalité, ou d'un territoire ne possédant pas d'organisation municipale locale, la population d'une municipalité touchée par l'annexion est celle que le gouvernement peut établir, si le ministre des affaires municipales lui représente que l'annexion a vraisemblablement eu pour effet de porter la population de cette municipalité à 1 000, 20 000, 50 000, 100 000, 250 000, 500 000 ou 1 000 000 d'habitants ou plus, ou de la diminuer en deça de ces chiffres.

Le décret du gouvernement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

«4. La population d'une municipalité déterminée en vertu des paragraphes 2 ou 3 vaut jusqu'à ce qu'elle soit déterminée conformément au paragraphe 1 sur la base d'un dénombrement effectué après la fusion ou l'annexion.».

22. L'article 121 de cette loi, modifié par l'article 14 du chapitre 39 des lois de 1979, est remplacé par les suivants:

«**121.** Les chapitres II et III de la partie I s'appliquent aux fins d'une élection générale prévue pour 1980 uniquement à une municipalité dont la population, au (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du projet de loi numéro 105*), est égale ou

supérieure à 20 000 habitants. Aux fins de cette élection dans cette municipalité, les délais mentionnés aux premier et deuxième alinéas de l'article 3 expirent respectivement le 31 juillet et le 31 août 1980.

«**121.1** Les chapitres II et III de la partie I s'appliquent aux fins d'une élection générale prévue pour 1981 uniquement à une municipalité visée à l'article 121 ou à une municipalité qui s'est conformée au deuxième alinéa. Aux fins de cette élection dans cette municipalité, les délais mentionnés aux premier et deuxième alinéas de l'article 3 expirent respectivement le 30 septembre et le 31 décembre 1980.

Une municipalité qui n'est pas régie par le Code municipal et dont la population, à la date mentionnée à l'article 121, est égale ou supérieure à 1 000 habitants mais inférieure à 20 000 habitants peut décréter que les chapitres II et III de la partie I s'appliquent à elles aux fins de l'élection générale prévue pour 1981, en se conformant à l'article 1.1, pourvu que le règlement y visé soit en vigueur avant le 1^{er} septembre 1980.».

23. L'article 122 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**122.** Le directeur général de la représentation, le directeur général des élections et le directeur général du financement des partis politiques doivent chacun, au plus tard le 31 mars de chaque année, remettre au président de l'Assemblée nationale un rapport de leurs activités respectives en vertu de la présente loi pour l'année civile précédente.

Le président de l'Assemblée nationale dépose chaque rapport devant celle-ci, si elle est en session, dans les trente jours de la réception du rapport; s'il le reçoit alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux, selon le cas.

«**122.1** Le ministre des affaires municipales est responsable de l'application de la présente loi, sauf en ce qui concerne les pouvoirs et responsabilités qu'elle confère ou impose au directeur général de la représentation, au directeur général des élections et au directeur général du financement des partis politiques.».

24. Cette loi est modifiée par l'addition, à la fin, de l'annexe suivante:

«ANNEXE A

*«Avis de la date d'une élection
aux fins de combler une vacance*

AVIS PUBLIC est par les présentes donné qu'une élection sera tenue le, si cela devient nécessaire conformément à la loi, aux fins de combler la vacance au poste de:

.....

.....

.....
(mentionner tous les postes vacants)

Donné sous mon seing, à, ce
(ville) (date)

.....
Président d'élection».

25. Le Code municipal est modifié par l'insertion, après l'article 10, du suivant:

«**10a.** Le procureur général peut, sur recommandation du ministre des affaires municipales:

1° intenter une poursuite pour une infraction prévue par le présent code ou par une autre loi relative à une élection tenue dans une municipalité locale;

2° exercer contre un membre du conseil ou un fonctionnaire ou employé d'une corporation locale ou d'un organisme supra-municipal qui est inhabile à exercer sa fonction le recours prévu par les articles 838 à 843 du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25), notamment dans les cas prévus par les articles 625, 772 et 784a;

3° intenter la poursuite prévue par l'article 431.

Aux fins du présent article, l'expression «organisme supra-municipal» a le sens que lui confèrent les articles 41b et 41c de la Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des cités et des villes (L.R.Q., c. R-16), édictés respectivement par l'article 11 du chapitre 60 des lois de 1978 et l'article 104 du chapitre 36 des lois de 1979.».

26. L'article 77 de ce code, remplacé par l'article 1 du chapitre 65 des lois de 1963 (1^{re} session) et l'article 3 du chapitre 86 des lois de 1968 et modifié par l'article 3 du chapitre 81 des lois de 1974, l'article 3 du chapitre 82 des lois de 1975, l'article 9 du chapitre 53 des lois de 1977 et l'article 6 du chapitre 36 des lois de 1979, est remplacé par les suivants:

«**77.** Une corporation locale verse au maire, comme rémunération pour tous les services qu'il rend à la corporation à quelque titre que ce soit et pour le dédommager d'une partie des dépenses inhérentes à sa fonction, une somme annuelle minimale égale à la somme des montants suivants:

1° 0,70 \$ par habitant compris dans la tranche de la population de la municipalité n'excédant pas 5 000 habitants;

2° 0,63 \$ par habitant compris dans la tranche excédant 5 000 habitants.

La corporation locale verse à chacun des conseillers, aux mêmes fins, une somme annuelle minimale égale au tiers de celle versée au maire.

«**77a.** Pour le calcul visé à l'article 77, le chiffre de la population de la municipalité est accru en lui ajoutant le produit obtenu par la multiplication du nombre 1,25 par le nombre de maisons de villégiature situées dans la municipalité et occupées à des fins récréatives de façon non continue.

Le nombre des maisons de villégiature visées au premier alinéa est celui qui apparaît dans un état dressé annuellement par le secrétaire-trésorier.

La différence entre la somme calculée selon le critère du chiffre accru de la population et celle à laquelle le membre du conseil aurait droit sans cet accroissement ne peut excéder:

1° dans le cas du maire, 1 700 \$ ou le montant de la somme autrement payable si celle-ci est inférieure à 1 700 \$;

2° dans le cas d'un conseiller, 500 \$ ou le montant de la somme autrement payable si celle-ci est inférieure à 500 \$.

«**77b.** Le maire ne peut en aucun cas recevoir une somme annuelle inférieure à 1 500 \$.

Un conseiller ne peut en aucun cas recevoir une somme annuelle inférieure à 500 \$.

«**77c.** Les montants d'argent prévus par les articles 77 à 77b sont augmentés, s'il y a lieu, pour chaque exercice financier de la corporation locale, conformément aux alinéas suivants.

Un montant applicable pour un exercice donné est égal à celui applicable pour l'exercice précédent multiplié par le salaire de base pour l'année précédant l'exercice considéré et divisé par le salaire de base pour l'année antérieure à cette dernière.

Le salaire de base pour une année est la moyenne arithmétique des traitements et salaires hebdomadaires pour l'ensemble des activités économiques au Canada, publiés par Statistique Canada en vertu de la Loi sur la statistique (Statuts du Canada, 1970-71-72, c. 15), pour chacun des douze mois de la période se terminant avec le mois de juin de l'année. Ces traitements et salaires, pour chacune des deux années précédant l'exercice financier municipal considéré, sont ceux apparaissant dans la première publication de Statistique Canada contenant ceux pour le mois de juin précédant immédiatement l'exercice financier.

Lorsque le produit du calcul visé au deuxième alinéa appliqué à un montant par habitant est un nombre comportant une partie décimale, on ne tient compte que des trois premières décimales. Lorsque le produit de ce calcul appliqué à un autre montant n'est pas un multiple de 10, il est porté au plus proche multiple de 10.

Un montant applicable pour un exercice donné ne peut être inférieur à celui applicable pour l'exercice précédent. Il ne peut lui être supérieur de plus de six pour cent.

«**77d.** Chaque année, le ministre des affaires municipales publie à la *Gazette officielle du Québec* le résultat du calcul prévu par l'article 77c.

«**77e.** La corporation locale peut, par règlement de son conseil, décréter que sera versée annuellement au maire ou aux conseillers, aux fins mentionnées à l'article 77, une somme qu'elle fixe et qui excède celle calculée en vertu des articles 77 à 77d.

La corporation locale ne peut, en vertu du premier alinéa, fixer à l'égard des conseillers une somme annuelle supérieure au tiers de celle versée au maire ou fixée à son égard.

«**77f.** Le membre du conseil qui donne l'avis de motion relatif au règlement visé à l'article 77e dépose en même temps devant le conseil un projet de tel règlement qui, notamment, indique les sommes auxquelles ont droit les membres du conseil en vertu des articles 77 à 77d et contient, s'il y a lieu, la mention prévue par l'article 77g.

Avis public est donné par le secrétaire-trésorier, résumant le contenu du projet de règlement et indiquant le lieu, la date et l'heure de la session où il doit être adopté, au moins vingt et un jours avant cette session. En plus d'être affiché, cet avis est pu-

blié dans un journal diffusé dans la municipalité, dans le même délai.

Une infraction au présent article entraîne la nullité du règlement.

«**77g.** La corporation municipale peut, dans le règlement visé à l'article 77e, décréter que l'article 77c s'applique, en l'adaptant, à la somme fixée par ce règlement, pour tout exercice financier municipal à compter du premier qui commence après l'entrée en vigueur du règlement, tant que celui-ci conserve son effet.

«**77h.** Le conseil détermine par résolution les modalités du paiement des sommes établies en vertu des articles 77 à 77g, dont le tiers est versé à titre de dédommagement d'une partie des dépenses inhérentes aux fonctions de maire ou de conseiller.

Malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale ou d'un règlement, arrêté ou décret, la somme annuelle globale versée à une personne à titre de dédommagement d'une partie des dépenses inhérentes aux fonctions de maire ou de conseiller et de celles inhérentes à une fonction dans un organisme supramunicipal ne peut excéder le montant de l'allocation annuelle pour frais de représentation d'un député de l'Assemblée nationale du Québec fixé par la Loi sur la Législature (L.R.Q., c. L-1). Si cette somme dépasse ce maximum, l'excédent est censé être, pour chaque fonction visée et proportionnellement à la rémunération de base y attachée, une rémunération additionnelle au lieu d'un dédommagement de dépenses.

Aux fins du deuxième alinéa, l'expression «organisme supramunicipal» a le même sens qu'aux fins de l'article 10a.

«**77i.** Malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale ou d'un règlement, arrêté ou décret, la corporation locale ne peut verser annuellement, en vertu des articles 77 à 77h, une somme annuelle supérieure à:

- 1° 50 000 \$ dans le cas du maire;
- 2° 25 000 \$ dans le cas d'un conseiller.

Les articles 77c et 77d s'appliquent, en les adaptant, aux montants mentionnés au premier alinéa.

«**77j.** Malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale ou d'un règlement, arrêté ou décret, un membre du conseil de la corporation locale ne peut recevoir de celle-ci et d'un organisme supramunicipal, aux fins mentionnées à l'article 77 et comme rémunération et allocation additionnelles pour l'exer-

cice d'une fonction dans l'organisme, une somme globale annuelle supérieure à:

1° 65 000 \$, dans le cas d'un membre du conseil de la Communauté urbaine de Montréal;

2° 60 000 \$, dans le cas d'un membre du conseil de la Communauté urbaine de Québec;

3° 55 000 \$, dans le cas d'un membre du conseil de la Communauté régionale de l'Outaouais;

4° 52 500 \$, dans les autres cas.

Les articles 77c et 77d s'appliquent, en les adaptant, aux montants mentionnés au premier alinéa.

Si la somme globale annuelle que la corporation locale et l'organisme supramunicipal devraient verser à un membre du conseil, si les premier et deuxième alinéas ne s'appliquaient pas, excède le maximum fixé par ceux-ci, chacun des montants qui composent cette somme globale est réduit proportionnellement de façon à ce que leur total soit égal à ce maximum.

Aux fins du présent article, l'expression «organisme supramunicipal» a le même sens qu'aux fins de l'article 10a.

«**77k.** Les dépenses réellement encourues par un membre du conseil pour le compte de la corporation locale doivent être, dans chaque cas, autorisées au préalable par le conseil. Ce dernier approuve leur paiement sur présentation d'un état appuyé de pièces justificatives.

Cependant, le conseil peut aussi, par règlement, établir un tarif applicable aux cas où ces dépenses sont occasionnées par un acte ou une catégorie d'actes accomplis au Québec et dont le but n'est pas un déplacement hors du Québec. Ce tarif tient lieu de l'autorisation préalable mentionnée au premier alinéa. Le paiement de ces dépenses est approuvé par le conseil sur présentation d'un état appuyé des pièces justificatives exigées par le règlement.».

27. L'article 112 de ce code, modifié par l'article 1 du chapitre 81 des lois de 1934 est remplacé par l'article 13 du chapitre 53 des lois de 1977, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**112.** Les sessions ordinaires ou générales du conseil de comté sont tenues le second mercredi de chacun des mois de mars, juin et septembre ainsi que le quatrième mercredi de novembre, ou tout autre jour juridique des mêmes semaines fixé par règlement du conseil; celles du conseil local ont lieu le premier lundi

de chaque mois, à moins qu'il n'en soit autrement réglé par le conseil.».

28. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 113, du suivant:

«**113a.** La session du conseil comprend une période au cours de laquelle les personnes présentes peuvent poser des questions aux membres du conseil.

Le conseil peut, par règlement, prescrire la durée de cette période, le moment où elle a lieu et la procédure à suivre pour poser une question.

L'ordre du jour de la session peut être consulté par toute personne au bureau du secrétaire-trésorier à compter du troisième jour juridique précédant celui de la session. Toutefois, si la session est convoquée après le troisième jour juridique précédant celui de la session, l'ordre du jour peut être consulté à compter du moment où l'avis de convocation est donné.».

29. L'article 312*a* de ce code, édicté par l'article 9 du chapitre 50 des lois de 1954-1955, est remplacé par le suivant:

«**312a.** À moins qu'il n'ait été plus tôt assigné à se rendre devant un juge qui doit procéder à une nouvelle addition ou à un nouveau dépouillement des votes, le président d'élection doit, à l'expiration des quatre jours qui suivent celui du scrutin, proclamer élus les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix eu égard au nombre de sièges vacants.».

30. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 633*a*, du suivant:

«**633b.** Au moins quatre semaines avant que le conseil ne commence à étudier un projet de budget, le maire, au cours d'une session du conseil, fait rapport sur la situation financière de la corporation municipale; il y traite des derniers états financiers et du dernier rapport du vérificateur, des indications préliminaires quant aux états financiers de l'exercice précédant celui pour lequel le prochain budget sera fait, et des orientations générales du prochain budget. Ce rapport fait l'objet du premier point à l'ordre du jour de la session.

Le ministre des affaires municipales peut rendre obligatoire la divulgation de renseignements relatifs à la situation et aux perspectives financières de la corporation municipale en plus de ceux mentionnés au premier alinéa. Le décret du ministre entre en vi-

gueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à la date ultérieure qui y est fixée.

Le texte du rapport du maire est distribué gratuitement à chaque adresse civique dans la municipalité, dans les cinq jours qui suivent la session mentionnée au premier alinéa.

Entre le septième jour et le quinzième jour qui suivent cette session, le conseil tient une assemblée publique d'information dont l'objet est de donner des explications sur le rapport du maire aux personnes présentes, d'entendre leurs commentaires et de répondre à leurs questions à ce sujet. Un avis de convocation à cette assemblée d'information accompagne le texte du rapport distribué en vertu du troisième alinéa.».

31. La Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19) est modifiée par l'insertion, après l'article 14, du suivant:

«**14.1** Le procureur général peut, sur recommandation du ministre des affaires municipales:

1° intenter une poursuite pour une infraction visée à l'article 289 ou pour une infraction prévue par une autre loi relative à une élection tenue dans la municipalité;

2° présenter une requête visée à l'article 397;

3° exercer contre un membre du conseil ou un fonctionnaire ou employé d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal qui est inhabile à exercer sa fonction le recours prévu par les articles 838 à 843 du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25), notamment dans les cas prévus par les articles 568, 569 et 573.

Aux fins du présent article, l'expression «organisme supramunicipal» a le sens que lui confère les articles 41*b* et 41*c* de la Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des cités et des villes (L.R.Q., c. R-16), édictés respectivement par l'article 11 du chapitre 60 des lois de 1978 et l'article 104 du chapitre 36 des lois de 1979.».

32. L'article 65 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**65.** La municipalité verse au maire, comme rémunération pour tous les services qu'il rend à la municipalité à quelque titre que ce soit et pour le dédommager d'une partie des dépenses inhérentes à sa fonction, une somme annuelle minimale égale à la somme des montants suivants:

1° 0,70 \$ par habitant compris dans la tranche de la population de la municipalité n'excédant pas 5 000 habitants;

2° 0,63 \$ par habitant compris dans la tranche excédant 5 000 habitants mais n'excédant pas 15 000 habitants;

3° 0,39 \$ par habitant compris dans la tranche excédant 15 000 habitants mais n'excédant pas 50 000 habitants;

4° 0,17 \$ par habitant compris dans la tranche excédant 50 000 habitants mais n'excédant pas 100 000 habitants;

5° 0,07 \$ par habitant compris dans la tranche excédant 100 000 habitants mais n'excédant pas 300 000 habitants;

6° 0,005 \$ par habitant compris dans la tranche excédant 300 000 habitants.

La municipalité verse à chacun des conseillers, aux mêmes fins, une somme annuelle minimale égale au tiers de celle versée au maire.

«**65.1** Pour le calcul visé à l'article 65, le chiffre de la population de la municipalité est accru en lui ajoutant le produit obtenu par la multiplication du nombre 1,25 par le nombre de maisons de villégiature situées dans la municipalité et occupées à des fins récréatives de façon non continue.

Le nombre des maisons de villégiature visées au premier alinéa est celui qui apparaît dans un état dressé annuellement par le greffier.

La différence entre la somme calculée selon le critère du chiffre accru de la population et celle à laquelle le membre du conseil aurait droit sans cet accroissement ne peut excéder:

1° dans le cas du maire, 1 700 \$ ou le montant de la somme autrement payable si celle-ci est inférieure à 1 700 \$;

2° dans le cas d'un conseiller, 500 \$ ou le montant de la somme autrement payable si celle-ci est inférieure à 500 \$.

«**65.2** Le maire ne peut en aucun cas recevoir une somme annuelle inférieure à 1 500 \$.

Un conseiller ne peut en aucun cas recevoir une somme annuelle inférieure à 500 \$.

«**65.3** Les articles 65 à 65.2 n'ont pas pour effet d'éliminer une rémunération ou une allocation additionnelle prévue par la loi pour l'exercice d'une fonction particulière dans la municipalité.

«**65.4** Les montants d'argent prévus par les articles 65 à 65.2 sont augmentés, s'il y a lieu, pour chaque exercice financier de la municipalité, conformément aux alinéas suivants.

Un montant applicable pour un exercice donné est égal à celui applicable pour l'exercice précédent multiplié par le salaire de base pour l'année précédant l'exercice considéré et divisé par le salaire de base pour l'année antérieure à cette dernière.

Le salaire de base pour une année est la moyenne arithmétique des traitements et salaires hebdomadaires pour l'ensemble des activités économiques au Canada, publiés par Statistique Canada en vertu de la Loi sur la statistique (Statuts du Canada, 1970-71-72, c. 15), pour chacun des douze mois de la période se terminant avec le mois de juin de l'année. Ces traitements et salaires, pour chacune des deux années précédant l'exercice financier municipal considéré, sont ceux apparaissant dans la première publication de Statistique Canada contenant ceux pour le mois de juin précédant immédiatement l'exercice financier.

Lorsque le produit du calcul visé au deuxième alinéa appliqué à un montant par habitant est un nombre comportant une partie décimale, on ne tient compte que des trois premières décimales. Lorsque le produit de ce calcul appliqué à un autre montant n'est pas un multiple de 10, il est porté au plus proche multiple de 10.

Un montant applicable pour un exercice donné ne peut être inférieur à celui applicable pour l'exercice précédent. Il ne peut lui être supérieur de plus de six pour cent.

«**65.5** Chaque année, le ministre des affaires municipales publie à la *Gazette officielle du Québec* le résultat du calcul prévu par l'article 65.4.

«**65.6** Le conseil peut, par règlement, décréter que sera versée annuellement au maire ou aux conseillers, aux fins mentionnées à l'article 65, une somme qu'il fixe et qui excède celle calculée en vertu des articles 65 à 65.5.

Le conseil ne peut, en vertu du premier alinéa, fixer à l'égard des conseillers une somme annuelle supérieure au tiers de celle versée au maire ou fixée à son égard.

«**65.7** Le membre du conseil qui donne l'avis de motion relatif au règlement visé à l'article 65.6 dépose en même temps devant le conseil un projet de tel règlement qui, notamment, indique les sommes auxquelles ont droit les membres du conseil en vertu des articles 65 à 65.5 et contient, s'il y a lieu, la mention prévue par l'article 65.8.

Dans le cas d'une cité ou d'une ville régie par une charte spéciale ne prévoyant pas d'avis de motion avant l'adoption d'un règlement, le projet de règlement soumis au conseil par le comité exécutif doit contenir les mentions exigées par le premier alinéa.

Avis public est donné par le greffier, résumant le contenu du projet de règlement et indiquant le lieu, la date et l'heure de la séance où il doit être adopté, au moins vingt et un jours avant cette séance.

Une infraction au présent article entraîne la nullité du règlement.

«**65.8** Le conseil peut, dans le règlement visé à l'article 65.6, décréter que l'article 65.4 s'applique, en l'adaptant, à la somme fixée par ce règlement, pour tout exercice financier municipal à compter du premier qui commence après l'entrée en vigueur du règlement, tant que celui-ci conserve son effet.

«**65.9** Le conseil détermine par résolution les modalités du paiement des sommes établies en vertu des articles 65 à 65.8, dont le tiers est versé à titre de dédommagement d'une partie des dépenses inhérentes aux fonctions de maire ou de conseiller.

Malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale ou d'un règlement, arrêté ou décret, la somme annuelle globale versée à une personne à titre de dédommagement d'une partie des dépenses inhérentes aux fonctions de maire ou de conseiller, de celles inhérentes à une autre fonction dans la municipalité et de celles inhérentes à une fonction dans un organisme supramunicipal ne peut excéder le montant de l'allocation annuelle pour frais de représentation d'un député de l'Assemblée nationale du Québec fixé par la Loi sur la Législature (L.R.Q., c. L-1). Si cette somme dépasse ce maximum, l'excédent est censé être, pour chaque fonction visée et proportionnellement à la rémunération de base y attachée, une rémunération additionnelle au lieu d'un dédommagement de dépenses.

Aux fins du deuxième alinéa, l'expression «organisme supramunicipal» a le même sens qu'aux fins de l'article 14.1.

«**65.10** Un membre du conseil qui est membre du comité exécutif de la municipalité reçoit comme rémunération et allocation annuelles additionnelles, à ce dernier titre, une somme égale à la somme annuelle payable à un conseiller de la municipalité en vertu des articles 65 à 65.8.

Un conseiller qui est président du comité exécutif de la municipalité reçoit comme rémunération et allocation annuelles additionnelles à ce dernier titre, outre celles visées au premier alinéa, une somme égale à la somme annuelle payable à un conseiller de la municipalité en vertu des articles 65 à 65.8.

Un membre du conseil de la ville de Montréal, Québec ou Laval qui est vice-président ou président intérimaire du comité

exécutif de cette ville reçoit comme rémunération et allocation annuelles additionnelles à ce dernier titre, outre celles visées au premier alinéa, une somme égale à la moitié de la somme annuelle payable à un conseiller de la ville en vertu des articles 65 à 65.8.

Le conseil détermine par résolution les modalités du paiement d'une somme additionnelle visée au présent article, dont le tiers est versé à titre de dédommagement d'une partie des dépenses inhérentes à la fonction au sein du comité exécutif.

Le présent article s'applique sous réserve du deuxième alinéa de l'article 65.9 et sous réserve de l'article 65.11. Il ne s'applique pas dans le cas d'un comité administratif.

«**65.11** Malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale ou d'un règlement, arrêté ou décret, la municipalité ne peut verser annuellement, en vertu des articles 65 à 65.10 et en vertu de toute autre disposition prévoyant le paiement d'une rémunération ou allocation additionnelle pour l'exercice d'une fonction dans la municipalité, une somme globale annuelle supérieure à:

1° 50 000 \$ dans le cas du maire;

2° 25 000 \$ dans le cas d'un conseiller, sauf dans le cas où le conseiller a droit à une rémunération additionnelle en vertu du deuxième ou troisième alinéa de l'article 65.10, auquel cas le maximum est de 50 000 \$.

Les articles 65.4 et 65.5 s'appliquent, en les adaptant, aux montants mentionnés au premier alinéa.

Si la somme globale annuelle que la municipalité devrait verser à un membre de son conseil si les premier et deuxième alinéas ne s'appliquaient pas excède le maximum fixé par ceux-ci, chacun des montants qui composent cette somme globale est réduit proportionnellement de façon à ce que leur total soit égal à ce maximum.

«**65.12** Malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale ou d'un règlement, arrêté ou décret, un membre du conseil de la municipalité ne peut recevoir de celle-ci et d'un organisme supramunicipal, aux fins mentionnées à l'article 65 et comme rémunération et allocation additionnelles pour l'exercice d'une fonction dans la municipalité ou l'organisme, une somme globale annuelle supérieure à:

1° 65 000 \$, dans le cas d'un membre du conseil de la Communauté urbaine de Montréal;

2° 60 000 \$, dans le cas d'un membre du conseil de la Communauté urbaine de Québec;

3° 55 000 \$, dans le cas d'un membre du conseil de la Communauté régionale de l'Outaouais;

4° 52 500 \$, dans les autres cas.

Les articles 65.4 et 65.5 s'appliquent, en les adaptant, aux montants mentionnés au premier alinéa.

Le troisième alinéa de l'article 65.11 s'applique, en l'adaptant, au cas prévu par le présent article.

Aux fins du présent article, l'expression «organisme supra-municipal» a le même sens qu'aux fins de l'article 14.1.

«**65.13** Les articles 65 à 65.12 s'appliquent à toutes les municipalités de cité ou de ville, même à celles qui ne sont pas visées par l'article 1, y compris les villes de Montréal, Québec et Laval.

«**65.14** Les dépenses réellement encourues par un membre du conseil pour le compte de la municipalité doivent être, dans chaque cas, autorisées au préalable par le conseil. Ce dernier approuve leur paiement sur présentation d'un état appuyé de pièces justificatives.

Cependant, le conseil peut aussi, par règlement, établir un tarif applicable aux cas où ces dépenses sont occasionnées par un acte ou une catégorie d'actes accomplis au Québec et dont le but n'est pas un déplacement hors du Québec. Ce tarif tient lieu de l'autorisation préalable mentionnée au premier alinéa. Le paiement de ces dépenses est approuvé par le conseil sur présentation d'un état appuyé des pièces justificatives exigées par le règlement.». ».

33. L'article 68*d* de cette loi, édicté par l'article 119 du chapitre 63 des lois de 1978, est abrogé.

34. L'article 322 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants :

«Une séance du conseil comprend une période au cours de laquelle les personnes présentes peuvent poser des questions aux membres du conseil.

Le conseil peut, par règlement, prescrire la durée de cette période, le moment où elle a lieu et la procédure à suivre pour poser une question.

L'ordre du jour de la séance peut être consulté par toute personne au bureau du greffier à compter du troisième jour juridique précédant celui de la séance. Toutefois, si la séance est convoquée après le troisième jour juridique précédant celui de la

séance, l'ordre du jour peut être consulté à compter du moment où l'avis de convocation est donné.».

35. L'article 345 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Dans une municipalité de 1 000 habitants ou plus divisée en quartiers ou districts électoraux, l'avis doit également être affiché dans chaque quartier ou district électoral, à un endroit public que le conseil détermine par règlement.».

36. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 474, du suivant:

«**474.1** Au moins quatre semaines avant que le conseil ne commence à étudier un projet de budget, le maire, au cours d'une séance du conseil, fait rapport sur la situation financière de la municipalité; il y traite des derniers états financiers, du dernier rapport du vérificateur et du dernier programme triennal d'immobilisations, des indications préliminaires quant aux états financiers de l'exercice précédant celui pour lequel le prochain budget sera fait, et des orientations générales du prochain budget et du prochain programme triennal d'immobilisations. Ce rapport fait l'objet du premier point à l'ordre du jour de la séance.

Le ministre des affaires municipales peut rendre obligatoire la divulgation de renseignements relatifs à la situation et aux perspectives financières de la municipalité, en plus de ceux mentionnés au premier alinéa. Le décret du ministre entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à la date ultérieure qui y est fixée.

Le texte du rapport du maire est distribué gratuitement à chaque adresse civique dans la municipalité, dans les cinq jours qui suivent la séance mentionnée au premier alinéa.

Entre le septième jour et le quinzième jour qui suivent cette séance, le conseil tient une assemblée publique d'information, dont l'objet est de donner des explications sur le rapport du maire aux personnes présentes, d'entendre leurs commentaires et de répondre à leurs questions à ce sujet. Un avis de convocation à cette assemblée d'information accompagne le texte du rapport distribué en vertu du troisième alinéa.

Au lieu de tenir une seule assemblée d'information, le conseil peut décider d'en tenir une dans chaque quartier ou district électoral, ou dans chaque groupe de quartiers ou de districts qu'il détermine, simultanément ou non. Au moins un membre du conseil doit être présent à chaque assemblée.».

37. L'article 25 de la Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., c. C-35) est modifié par l'addition, à la fin du paragraphe 7, de l'alinéa suivant:

«Le procureur général, sur recommandation du ministre des affaires municipales, peut intenter la poursuite en déclaration d'incapacité.».

38. L'article 4 de la Loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales (L.R.Q., c. F-6) est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Il en est de même pour tout membre du conseil qui, sciemment, pendant la durée de son mandat, directement ou indirectement, pour lui-même ou pour une autre personne, sollicite ou accepte un cadeau, une récompense, une commission, un rabais, un prêt, une remise de dette, une faveur ou un avantage, de nature à nuire à son indépendance ou à son impartialité.».

39. L'article 25 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Cette poursuite ne peut être intentée que par un électeur de la municipalité intéressée, ou par le procureur général sur recommandation du ministre des affaires municipales.».

40. L'article 27 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**27.** L'expression «membre d'un conseil municipal» comprend les maires, les conseillers municipaux, les délégués de comté et les membres du conseil d'une communauté urbaine ou régionale.

Les mots «ville», «municipalité» et «corporation» signifient, outre leur sens ordinaire, une communauté urbaine ou régionale.

Les mots «électeur» et «contribuable», dans le cas d'une communauté urbaine ou régionale, signifient un électeur ou un contribuable d'une municipalité faisant partie de la communauté.».

41. L'article 1 de la Loi sur les travaux municipaux (L.R.Q., c. T-14) est remplacé par le suivant:

«**1.** Malgré toute loi générale ou spéciale, mais sous réserve de l'article 625b du Code municipal et de l'article 610b de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19) édicté par l'article 22 du chapitre 52 des lois de 1977, une corporation municipale, quelle que soit la loi qui la régit, sauf les villes de Montréal et de Québec, doit, pour ordonner des travaux de construction ou d'amélioration, adopter un règlement à cet effet et y pourvoir à l'affectation des deniers nécessaires pour payer le coût de ces travaux.

Le présent article ne s'applique pas aux travaux de réparation ou d'entretien.».

42. L'article 2 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**2.** Malgré l'article 1 ou toute loi générale ou spéciale, une corporation municipale peut ordonner des travaux de construction ou d'amélioration par résolution lorsqu'elle pourvoit, dans cette résolution, à l'affectation des deniers nécessaires pour en payer le coût à même ses fonds généraux non autrement appropriés.».

43. L'article 6 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**6.** Peut être déclaré inhabile à exercer une fonction municipale pendant cinq ans à compter du jugement de dernière instance le membre d'un conseil municipal qui, à l'encontre de la présente loi, sciemment, par son vote ou autrement, ordonne des travaux de construction ou d'amélioration ou autorise à cet effet la corporation municipale à contracter ou contracte au nom de celle-ci.

La poursuite en déclaration d'incapacité s'exerce conformément aux articles 838 à 843 du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25). Le procureur général, sur recommandation du ministre des affaires municipales, ainsi que tout contribuable, peuvent exercer ce recours.

Le membre du conseil ou le fonctionnaire d'une corporation municipale qui, à l'encontre de la présente loi, par son vote ou autrement, ordonne des travaux de construction ou d'amélioration ou autorise à cet effet la corporation à contracter ou contracte au nom de celle-ci est passible, sur poursuite sommaire, en plus des frais, d'une amende n'excédant pas 5 000 \$ payable à la corporation.».

44. L'article 66 de la Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, c. 102), modifié par l'article 9 du chapitre 97 des lois de 1960-1961, l'article 3 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session) et l'article 4 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau modifié par la suppression du cinquième alinéa.

45. L'article 66a de cette charte, édicté par l'article 5 du chapitre 77 des lois de 1977, est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«À cette fin, le maire paie, sous forme de retenue sur son indemnité, à compter du 1^{er} janvier 1978, une contribution équivalant à 5 1/2 % de son indemnité. Aux fins du présent alinéa, son indemnité est de 26 667 \$ par année.».

46. L'article 69 de cette charte est modifié par le remplacement du paragraphe *a* du premier alinéa par le suivant:

«*a*) est, d'office, membre du comté exécutif de la ville et possède tous les pouvoirs, attributions et prérogatives attachés à cette fonction;».

47. L'article 76 de cette charte, modifié par l'article 10 du chapitre 97 des lois de 1960-1961, l'article 6 du chapitre 59 des lois de 1962, l'article 12 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), l'article 4 du chapitre 96 des lois de 1971, l'article 7 du chapitre 77 des lois de 1977 et l'article 4 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 200*) des lois de 1980, est de nouveau modifié par le remplacement des premier et deuxième alinéas par le suivant:

«**76.** Il est retranché de l'indemnité à laquelle a droit un conseiller soixante dollars pour chaque jour où le conseil siège, si le conseiller n'assiste pas à la séance ou ne vote pas sur une question mise aux voix ce jour-là, à moins que son absence n'ait pour cause une mission officielle de la part de la ville ou une maladie attestée par certificat de médecin ou l'acquittement d'un devoir religieux d'obligation ou le décès d'un ascendant, d'un descendant, du conjoint, d'un frère ou d'une soeur.».

48. L'article 85 de cette charte, modifié par l'article 12 du chapitre 97 des lois de 1960-1961 et l'article 5 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session) et remplacé par l'article 10 du chapitre 77 des lois de 1977, est modifié:

1° par la suppression du premier alinéa;

2° par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

«À cette fin, le président du comité exécutif paie, sous forme de retenue sur son indemnité, à compter du 1^{er} janvier 1978, une contribution équivalant à 5½% de son indemnité. Aux fins du présent alinéa, son indemnité est de 17 333 \$ par année.».

49. L'article 120 de cette charte est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

«Une assemblée du conseil comprend une période au cours de laquelle les personnes présentes peuvent poser des questions aux membres du conseil.

Le conseil peut, par règlement, prescrire la durée de cette période, le moment où elle a lieu et la procédure à suivre pour poser une question.

L'ordre du jour de l'assemblée peut être consulté par toute personne au bureau du greffier à compter du troisième jour juridique précédant celui de l'assemblée. Toutefois, si l'assemblée est convoquée après le troisième jour juridique précédant celui de l'assemblée, l'ordre du jour peut être consulté à compter du moment où l'avis de convocation est donné.»

50. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 668, du suivant:

«**668 a.** Au moins quatre semaines avant que le comité exécutif ne dépose le budget au bureau du greffier, le maire ou le président du comité, au cours d'une assemblée du conseil, fait rapport sur la situation financière de la ville; il y traite des derniers états financiers, du dernier rapport du vérificateur et du dernier programme triennal d'immobilisations, des indications préliminaires quant aux états financiers de l'exercice précédant celui pour lequel le prochain budget sera fait, et des orientations générales du prochain budget et du prochain programme triennal d'immobilisations. Ce rapport fait l'objet du premier point à l'ordre du jour de l'assemblée.

Le ministre des affaires municipales peut rendre obligatoire la divulgation de renseignements relatifs à la situation et aux perspectives financières de la ville, en plus de ceux mentionnés au premier alinéa. Le décret du ministre entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à la date ultérieure qui y est fixée.

Le texte du rapport du maire ou du président du comité exécutif est distribué gratuitement à chaque adresse civique dans la ville, dans les cinq jours qui suivent l'assemblée mentionnée au premier alinéa.

Entre le septième jour et le quinzième jour qui suivent cette assemblée, le conseil tient une assemblée publique d'information, dont l'objet est de donner des explications sur le rapport du maire ou du président du comité exécutif aux personnes présentes, d'entendre leurs commentaires et de répondre à leurs questions à ce sujet. Un avis de convocation à cette assemblée d'information accompagne le texte du rapport distribué en vertu du troisième alinéa.

Au lieu de tenir une seule assemblée d'information, le conseil peut décider d'en tenir une dans chaque district électoral ou groupe de districts qu'il détermine, simultanément ou non. Au moins un membre du conseil doit être présent à chaque assemblée.».

51. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 1168, du suivant:

«**1168 a.** Le procureur général peut, sur recommandation du ministre des affaires municipales:

1° intenter une poursuite visée à l'article 413 ou une poursuite pour une infraction prévue par une autre loi relative à une élection tenue dans la ville;

2° présenter une requête visée à l'article 515;

3° exercer contre un membre du conseil ou un fonctionnaire ou employé de la ville ou d'un organisme supramunicipal qui est inhabile à exercer sa fonction le recours prévu par les articles 838 à 843 du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25), notamment dans le cas prévu par l'article 107.

Aux fins du présent article, l'expression «organisme supramunicipal» a le sens que lui confèrent les articles 41*b* et 41*c* de la Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des cités et des villes (L.R.Q., c. R-16), édictés respectivement par l'article 11 du chapitre 60 des lois de 1978 et l'article 104 du chapitre 36 des lois de 1979.».

52. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 1171, du suivant:

«**1171 a.** Un avis public de la ville ou de l'un de ses fonctionnaires ou employés doit être affiché au bureau du greffier et dans chaque district électoral, à un endroit public que le conseil détermine par règlement.».

53. L'article 15 de la Charte de la ville de Québec (1929, c. 95), remplacé par l'article 5 du chapitre 71 des lois de 1945, l'article 25 du chapitre 51 des lois de 1948, l'article 8 du chapitre 77 des lois de 1950, l'article 9 du chapitre 65 des lois de 1953-1954, l'article 4 du chapitre 69 des lois de 1956-1957, l'article 5 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session) et l'article 3 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, modifié par l'article 4 du chapitre 68 des lois de 1970, remplacé par l'article 1 du chapitre 97 des lois de 1974 et modifié par l'article 4 du chapitre 54 des lois de 1976, est remplacé par le suivant:

«**15.** La ville paie annuellement au président du conseil, en outre de ce qu'elle lui verse à tout autre titre, une indemnité de 5 400 \$ et une allocation de dépenses de 2 160 \$.».

54. L'article 15*b* de cette charte, édicté par l'article 5 du chapitre 68 des lois de 1970, modifié par l'article 4 du chapitre 75

des lois de 1972 et remplacé par l'article 2 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 216*) des lois de 1980, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«À cette fin, ces membres du conseil paient sous forme de retenue sur leur indemnité, à compter du 1^{er} décembre de l'année 1959 ou de l'année de leur élection, le cas échéant, une contribution équivalente à six pour cent de leur indemnité. Depuis le 1^{er} mai 1976, cette indemnité est censée être, aux fins du présent alinéa, de 22 680 \$ pour le maire, de 6 480 \$ pour le président du conseil et de 5 400 \$ pour les autres membres du conseil.».

55. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 15*d*, du suivant:

«**15e.** Aux fins des articles 15*a* et 15*c*, à compter du jour où la rémunération d'une personne est établie en vertu de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19), le mot «indemnité» signifie les deux tiers de la somme totale à laquelle cette personne a droit en vertu de cette loi, à titre de maire ou de conseiller ou à titre de président, de vice-président ou de membre du comité exécutif, augmentée s'il y a lieu de l'indemnité visée à l'article 15.».

56. L'article 151 de cette charte, remplacé par l'article 43 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session), est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

«Nul membre du conseil ne peut prendre part aux délibérations sur une question dans laquelle il a un intérêt personnel.

Le conseil, en cas de contestation, décide si le membre a un intérêt personnel dans la question, et ce membre n'a pas droit de voter sur la question de savoir s'il est intéressé.

Le présent article ne s'applique pas à la formation d'un comité ou d'une commission.».

57. L'article 159 de cette charte est remplacé par le suivant:

«**159.** Les séances du conseil sont publiques.

Une séance du conseil comprend une période au cours de laquelle les personnes présentes peuvent poser des questions aux membres du conseil.

Le conseil peut, par règlement, prescrire la durée de cette période, le moment où elle a lieu et la procédure à suivre pour poser une question.

L'ordre du jour de la séance peut être consulté par toute personne au bureau du greffier à compter du troisième jour juridique précédant celui de la séance. Toutefois, si la séance est convoquée après la troisième jour juridique précédant celui de la séance, l'ordre du jour peut être consulté à compter du moment où l'avis de convocation est donné.».

58. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 285, du suivant:

«**285a.** Au moins quatre semaines avant que le comité exécutif ne fasse rapport au conseil du budget projeté, le maire, au cours d'une séance du conseil, fait rapport sur la situation financière de la ville; il y traite des derniers états financiers, du dernier rapport du vérificateur et du dernier programme triennal d'immobilisations, des indications préliminaires quant aux états financiers de l'exercice précédant celui pour lequel le prochain budget sera fait, et des orientations générales du prochain budget et du prochain programme triennal d'immobilisations. Ce rapport fait l'objet du premier point à l'ordre du jour de la séance.

Le ministre des affaires municipales peut rendre obligatoire la divulgation de renseignements relatifs à la situation et aux perspectives financières de la ville, en plus de ceux mentionnés au premier alinéa. Le décret du ministre entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à la date ultérieure qui y est fixée.

Le texte du rapport du maire est distribué gratuitement à chaque adresse civique dans la ville, dans les cinq jours qui suivent la séance mentionnée au premier alinéa.

Entre le septième jour et le quinzième jour qui suivent cette séance, le conseil tient une assemblée publique d'information, dont l'objet est de donner des explications sur le rapport du maire aux personnes présentes, d'entendre leurs commentaires et de répondre à leurs questions à ce sujet. Un avis de convocation à cette assemblée d'information accompagne le texte du rapport distribué en vertu du troisième alinéa.

Au lieu de tenir une seule assemblée d'information, le conseil peut décider d'en tenir une dans chaque district électoral ou groupe de districts qu'il détermine, simultanément ou non. Au moins un membre du conseil doit être présent à chaque assemblée.».

59. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 660, de ce qui suit:

«SECTION XLI

«AVIS PUBLIC

«**660a.** Un avis public de la ville ou de l'un de ses fonctionnaires ou employés doit être affiché au bureau du greffier et dans chaque district électoral, à un endroit public que le conseil détermine par règlement.

«SECTION XLII

«POUVOIRS DU PROCUREUR GÉNÉRAL

«**660b.** Le procureur général peut, sur recommandation du ministre des affaires municipales:

1° intenter une poursuite pour une infraction prévue par la présente charte ou par une autre loi relative à une élection tenue dans la ville;

2° exercer le recours auquel réfère l'article 392a;

3° exercer contre un membre du conseil ou un fonctionnaire ou employé de la ville ou d'un organisme supramunicipal qui est inhabile à exercer sa fonction le recours prévu par les articles 838 à 843 du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25).

Aux fins du présent article, l'expression «organisme supramunicipal» a le sens que lui confèrent les articles 41b et 41c de la Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des cités et des villes (L.R.Q., c. R-16), édictés respectivement par l'article 11 du chapitre 60 des lois de 1978 et l'article 104 du chapitre 36 des lois de 1979. ».

60. L'article 64 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, c. 193), remplacé pour la ville de Laval par l'article 16 du chapitre 89 des lois de 1965 (1^{re} session) et l'article 2 du chapitre 112 des lois de 1978, est modifié:

1° par la suppression du premier alinéa;

2° par la suppression du troisième alinéa;

3° par la suppression du cinquième alinéa;

4° par la suppression du huitième alinéa.

61. L'article 5 de la Charte de la ville de Hull (1975, c. 94) est abrogé.

62. L'article 64c de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, c. 193), édicté pour la ville de Sainte-Foy par l'article 9 du chapitre 56 des lois de 1976, est abrogé.

63. L'article 64b de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, c. 193), édicté pour la ville de Charlesbourg par l'article 4 du chapitre 87 des lois de 1977, est abrogé.

64. Un membre du conseil d'une municipalité, au sens du paragraphe *f*² de l'article 2 de la Loi concernant les élections dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes modifié par l'article 2, dépose devant le conseil la déclaration visée à l'article 33.6 de cette loi édicté par l'article 16, dans les quatre-vingt-dix jours de l'entrée en vigueur de la présente loi.

65. Le dernier état préparé avant l'entrée en vigueur de la présente loi et indiquant le nombre de maisons de villégiature situées dans une municipalité et occupées à des fins récréatives de façon non continue demeure valable aux fins du calcul d'une rémunération en vertu des dispositions édictées par les articles 26 et 32, jusqu'à ce qu'il soit modifié ou remplacé conformément à ces dispositions.

66. Une résolution du conseil d'une municipalité déterminant les modalités du paiement d'une rémunération, adoptée avant l'entrée en vigueur de la présente loi, continue d'avoir effet, en l'adaptant, à l'égard d'une rémunération calculée en vertu des dispositions édictées par les articles 26 et 32, jusqu'à ce qu'elle soit modifiée ou remplacée conformément à ces dispositions.

67. Un règlement du conseil d'une municipalité établissant un tarif tenant lieu de l'approbation préalable des dépenses réellement encourues par un membre de ce conseil pour le compte de la municipalité, en vigueur avant l'entrée en vigueur de la présente loi, continue d'avoir effet jusqu'à ce qu'il soit modifié ou remplacé conformément aux dispositions édictées par les articles 26 et 32.

68. Les articles 77 à 77b et 77h à 77j du Code municipal édictés par l'article 26, les articles 65 à 65.3 et 65.9 à 65.13 de la Loi sur les cités et villes édictés par l'article 32, ainsi que les articles 33, 44 à 48, 53 à 55 et 60 à 63, ont effet depuis le 1^{er} janvier 1980.

Toutefois, les dispositions relatives à la rémunération et à l'allocation de dépenses des membres du conseil d'une municipalité, telles qu'elles existent avant l'entrée en vigueur de la présente loi, ci-après appelées «les anciennes dispositions», continuent de s'appliquer à la municipalité si elles donnent droit à un

membre du conseil de recevoir, pour toutes les fonctions qu'il peut exercer dans la municipalité, une somme globale annuelle supérieure à celle à laquelle il a droit, pour les mêmes fonctions, en vertu des dispositions relatives au même sujet édictées par la présente loi, ci-après appelées «les nouvelles dispositions».

Dans le cas prévu par le deuxième alinéa, une somme fixée par ou en vertu des anciennes dispositions et rattachée à la fonction de maire, de conseiller ou de membre, président, vice-président ou président intérimaire du comité exécutif peut être augmentée conformément aux articles 77e à 77h du Code municipal ou 65.6 à 65.9 de la Loi sur les cités et villes, édictés respectivement par les articles 26 et 32, en les adaptant.

Les anciennes dispositions continuent de s'appliquer à la municipalité, conformément au deuxième alinéa, jusqu'à la première des éventualités suivantes:

1° la somme globale annuelle à laquelle un membre du conseil a droit pour toutes les fonctions qu'il peut exercer dans la municipalité, en vertu des nouvelles dispositions, est égale ou supérieure à celle à laquelle il a droit, pour les mêmes fonctions, en vertu des anciennes dispositions;

2° le conseil de la municipalité décrète par règlement que les nouvelles dispositions s'appliquent à la municipalité;

3° la municipalité se prévaut du pouvoir prévu par le troisième alinéa.

Dès que survient une éventualité visée au quatrième alinéa, les nouvelles dispositions s'appliquent à la municipalité.

69. Les articles 77c et 77d du Code municipal et 65.4 et 65.5 de la Loi sur les cités et villes, édictés respectivement par les articles 26 et 32, ont effet à compter du 1^{er} janvier 1981.

70. Les articles 28, 34, 35, 49, 52 et 57 ont effet à compter du 1^{er} septembre 1980.

Toutefois, une municipalité peut avant cette date adopter et mettre en vigueur un règlement visé à ces articles.

Un règlement relatif à une période de questions lors des séances du conseil d'une municipalité, en vigueur avant l'entrée en vigueur de la présente loi, continue d'avoir effet, dans la mesure où il est conforme aux dispositions édictées par les articles 28, 34, 49 et 57, jusqu'à ce qu'il soit modifié ou remplacé conformément à ces dispositions.

71. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.